

Une autre route pour l'Europe

Appel pour les élections européennes

Mai 2014

À la veille des élections européennes de mai 2014, l'Europe, victime de politiques d'austérité sans fin, connaît la stagnation économique, la montée des inégalités et un écart croissant entre les pays du centre et ceux de la périphérie. La démocratie est sapée au niveau national et n'a pas progressé au niveau européen. Le pouvoir s'est concentré entre les mains d'institutions technocratiques, qui n'ont pas de comptes à rendre aux peuples, et des États les plus forts. En même temps, des vagues de populisme déferlent sur l'Europe, avec la montée de dangereux mouvements nationalistes dans certains pays. Ceci n'est pas l'Europe que l'on imaginait il y a quelques décennies comme un espace pacifié d'intégration économique et politique. Ceci n'est pas l'Europe qui promettait des progrès économiques et sociaux, l'extension de la démocratie et des droits sociaux. Un changement radical est nécessaire. Les élections européennes de mai 2014 sont une occasion importante de rejeter l'impasse néolibérale de l'Europe comme les tentations populistes et d'affirmer qu'une autre route pour l'Europe est possible.

Le **Réseau européen d'économistes progressistes** (Euro-pen), qui réunit des économistes et des groupes de la société civile, appelle les citoyens européens et les forces politiques et sociales à engager un débat à l'échelle de l'Europe entière sur les alternatives possibles. Nous proposons cinq axes de changement radical des politiques européennes. Ces idées devraient être au centre de la campagne électorale, ainsi que des activités du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission.

1. **En finir avec l'austérité.** Les politiques budgétaires restrictives de l'UE doivent être changées, en particulier le Pacte de stabilité et de croissance comme le Traité budgétaire doivent être abandonnés. Les règles budgétaires doivent être remises en cause et l'objectif d'équilibre structurel pour les soldes publics devrait être remplacé par une stratégie économique coordonnée qui permette aux États membres de suivre la politique budgétaire nécessaire pour sortir de la crise. Sans une forte stimulation de la demande, il n'y a aucune issue à la stagnation actuelle. Des investissements publics pour une transition écologique devraient jouer un rôle majeur, financés au niveau européen par un grand programme de prêts de la Banque européenne d'investissement. Un plan européen d'investissements publics est nécessaire pour reconstruire des activités économiques de développement durable et qui fournissent des emplois de qualité. Ces actions devraient être au cœur d'une nouvelle politique industrielle pour l'Europe, orientée vers un objectif de long terme : une transformation sociale et écologique de notre modèle économique, avec une réduction déterminante de la consommation d'énergies non renouvelables.

2. **Contrôler la finance.** Face à la déflation et au cercle vicieux des politiques restrictives, de la dépression et de la concurrence par la baisse des salaires, la politique monétaire de la zone euro doit changer radicalement, pour permettre à l'inflation de revenir à au moins 2 %. La Banque centrale européenne doit fournir des liquidités pour des politiques expansionnistes et agir comme prêteur en dernier ressort pour les dettes publiques. Le problème des dettes publiques doit être résolu par une responsabilité commune de la zone euro et par la restructuration des dettes. Des « euro-obligations » devraient être introduites non seulement

pour financer la dette publique, mais aussi pour financer la conversion écologique de l'économie européenne. Une réduction radicale de la taille du secteur financier est nécessaire, via une taxe sur les transactions financières, l'élimination de la finance spéculative et le contrôle des mouvements de capitaux. Les règles émergentes de la nouvelle Union bancaire ne s'attaquent pas aux défauts fondamentaux ni à l'instabilité du système financier ; des règles plus strictes devraient interdire les activités financières les plus spéculatives et les plus risquées, et il faudrait introduire une séparation stricte entre banques commerciales et d'investissement. Les centres financiers *offshore* et les paradis fiscaux de l'Union européenne doivent être éliminés grâce à une harmonisation fiscale et une régulation financière plus stricte.

3. Développer l'emploi, réduire les divergences économiques. Le taux de chômage dans l'Union européenne a atteint un niveau record. C'est une source de faiblesse économique et de désintégration sociale ; la création d'emplois nouveaux dans des activités économiques socialement et écologiquement durables devrait devenir une priorité politique majeure. Au sein de la zone euro, les grands déséquilibres des comptes courants devraient être réduits en obligeant aussi les pays excédentaires à s'ajuster. On devrait mettre fin à la pression pour réduire les salaires et les droits des travailleurs; la compétitivité ne devrait pas reposer sur des salaires plus bas, mais sur une productivité et des investissements plus élevés . Un salaire minimum au niveau européen – ajusté pour chaque pays selon son PIB par habitant – devrait être mis en place.

4. Réduire les inégalités. Les inégalités ont atteint des niveaux record, ce qui empêche un retour à une croissance équitable. Le modèle social européen devrait être défendu et développé par des politiques de redistribution, de protection sociale et d'assistance fondées sur la solidarité à l'échelle européenne. Afin de réduire les inégalités et de défendre l'État-providence, des changements profonds des systèmes fiscaux sont nécessaires, avec une harmonisation fiscale en Europe qui empêche les grandes entreprises d'échapper à l'imposition des bénéficiaires, et un transfert de la taxation assise sur le travail à celle assise sur la richesse et des ressources non renouvelables.

5. Développer la démocratie. Les décisions de politique économique devraient être soumises à un contrôle démocratique. Nous devons empêcher les banquiers, les technocrates et les *lobbies* financiers ou industriels de peser sur des décisions qui nous concernent tous. La démocratie devrait être étendue, avec un plus grand contrôle des parlements et la participation des citoyens au niveau national et européen. En réponse à la crise, la place de l'action publique devrait être élargie dans le domaine des activités économiques, y compris le secteur financier et bancaire, le renouveau productif et les services publics. Les négociations en cours sur le Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP ou TAFTA) envisagent une réduction majeure des processus démocratiques, des marges d'action et des réglementations publiques ; stopper ces négociations devrait être une priorité politique majeure du nouveau parlement.

Nous appelons les citoyens à soutenir cette vision d'une autre route pour l'Europe et à voter pour des candidats et des forces politiques qui s'engagent à la défendre. L'émergence d'une coalition progressiste dans le nouveau parlement européen sera déterminante pour mettre fin aux politiques en faillite, conduites par la "grande coalition" entre le centre-droit et le centre-gauche qui a gouverné jusqu'à maintenant la plus grande partie de l'Europe.

L'Europe ne peut survivre que si elle prend une autre route. L'Europe doit signifier : justice sociale, responsabilité environnementale, démocratie et paix. Cette autre Europe est possible ; le choix dépend de nous.

Réseau européen d'économistes progressistes (Euro-pen)

Les organisations membres sont : le groupe EuroMemo, les Économistes Atterrés (France), Sbilanciamoci ! (Italie), the Transnational Institute (Pays-Bas), Éconosphères (Belgique), EconoNuestra (Espagne), Beigewum (Autriche), Transform! Europe, Critical Political Economy Research Network

Pour plus d'informations, visitez notre site www.euro-pen.org ou écrivez à info@euro-pen.org.

Signataires initiaux :

Nuria Alonso, Universidad Rey Juan Carlos, Madrid
Elmar Altvater, Attac Germany
Jordi Augusto, Universidad Autónoma Barcelona
Giorgos Argitis, University of Athens
Etienne Balibar, University of Paris X Nanterre and University of California, Irvine
Frederic Boccara, University of Paris 13 and Économistes Atterrés
Luciana Castellina, founder of Il Manifesto
João Cravinho, Former member of the Portuguese Government and of the Board of the EBRD
Donatella Della Porta, European University Institute
Trevor Evans, Berlin School of Economics & Law and EuroMemorandum
Marica Frangakis, Nicos Poulantzas Institute, Athens and EuroMemorandum
Maurizio Franzini, Sapienza University of Rome
Nancy Fraser, New School for Social Research, New York
Ulisses Garrido, sociologist, tradeunionist, Director of the Education Department at the ETUI
Susan George, honorary president of Attac France, Board President of the Transnational Institute
John Grahl, Middlesex University, London and EuroMemorandum
Rafael Grasa Hernandez, ICIP, Barcelona
Mary Kaldor, London School of Economics
Maurizio Landini, General Secretary, Metal Workers' Union, FIOM-CGIL, Italy
Dany Lang, University of Paris 13 and Économistes Atterrés
Francisco Louçã, Professor of Economics, ISEG, Lisbon University
Bengt-Åke Lundvall, University of Ålborg, Denmark
Dimitris Milonakis, University of Crete and Interim coordinator of IIPPE
Chantal Mouffe, University of Westminster, London
Henrique Neto, Entrepreneur and former Socialist Member of Parliament
Pascal Petit, University of Paris 13
Mario Pianta, University of Urbino and Sbilanciamoci!
Dominique Plihon, University of Paris 13 and Économistes Atterrés

Gregorio Rodríguez, Universidad Alcalá Henares, Madrid
Rossana Rossanda, founder of Il Manifesto
Saskia Sassen, Columbia University, New York
José Almeida Serra, Vice President of the Portuguese Economic and Social Council
Henri Sterdyniak, French Economic Observatory (OFCE) and Économistes Atterrés
David Trillo, Universidad Rey Juan Carlos, Madrid
Koldo Unceta, Universidad País Vasco
Peter Wahl, World Economy & Development Association (WEED), Germany
Hilary Wainwright, Co-editor, Red Pepper, Great Britain
Frieder Otto Wolf, Free University Berlin and EuroMemorandum